

RECHERCHÉ PAR L'ITALIE, LA FRANCE ET L'ALGÉRIE**Farid Bedjaoui réfugié au Liban ?**

Mais où est donc passé Farid Bedjaoui ? La lancinante question à laquelle il tarde, entre autres, aux parquets d'Alger, de Milan et de Paris de trouver réponse, revient au-devant de la scène avec une information faisant état de la localisation quelque part au Liban du golden boy algéro-franco-canadien.

Le Liban, une piste déjà explorée il y a près d'une année par le juge italien du parquet de Milan, Fabio Di Pasquale, qui y a fait escale, malgré de fortes résistances sur place.

Une mission qui n'a pas été de tout repos pour l'homme de loi italien et qui s'explique par la qualité des appuis, pour

ne pas dire carrément de la protection à toute épreuve, dont jouit Farid Bedjaoui là-bas. Il faut savoir, en effet, que le jeune homme d'affaires d'origine algérienne est l'époux de la fille Delloul, du nom du puissant ancien ministre de la Défense libanais, celui-là même qui a fini sa carrière en qualité d'ambassadeur de son pays aux Emirats arabes unis, un pays que Farid Bedjaoui ne connaît que trop bien.

Et puis, il se trouve que l'un des fils Delloul, Ziad en l'occurrence, est l'associé de Farid Bedjaoui dans Rayan Asset Management FZ LLC, une société de conseil en investissement basée aux Emirats.

Des liens qui ont évidemment requis toute l'attention des enquêteurs et des autorités de plus d'un pays depuis que la fiche signalétique de Farid Bedjaoui a été

diffusée par Interpol en avril de l'année dernière, enlevant ainsi toute protection présumée dont il pourrait bénéficier parce qu'il se disait, et il se dit encore, qu'il vaudrait mieux que Farid Bedjaoui ne dise pas tout ce qu'il sait.

Depuis, plusieurs pistes ont été explorées pour retrouver la trace de celui qui est donné comme étant la courroie principale du système de corruption qui secoue depuis plusieurs années l'Algérie et des pays partenaires de premier plan.

Si la dernière hypothèse qui faisait état de la présence de Bedjaoui aux Etats-Unis a longtemps tenu la route, il est désormais presque définitivement établi que sa terre d'asile est le Liban d'où il ne serait pas du tout aisé de le déloger.

A. M.



Farid Bedjaoui.

Photo : DR

UN SOMMET ALGÉRIE-AFRIQUE ET UN AUTRE SUR LE PÉTROLE À LA RENTRÉE**Les vraies raisons du ballet diplomatique à Alger**

Le président sud-africain, Jacob Zuma, est attendu demain à Alger pour une visite d'État de trois jours. Une visite qui s'inscrit dans l'incessant ballet diplomatique inauguré il y a quelques semaines et qui se poursuivra à une cadence effrénée. Après Zuma, d'autres chefs d'Etat, africains, sud-américains et arabes défilent en effet à Alger et à intervalle régulier tout au long des mois à venir.

Kamel Amarni Alger (Le Soir) - Selon une source très bien informée, un calendrier hyper-chargé est prévu dans ce sens.

Sont, entre autres, attendus pour les jours et les semaines à venir les émirats du Koweït, des Emirats arabes unis, le roi de Jordanie, les présidents respectifs de Cuba, d'Argentine, de Colombie, et bien d'autres dirigeants africains et sud-américains, notamment.

«Ce qui est certain, est que tous les chefs d'État africains, arabes et sud-américains sont concernés. Certains ont déjà effectué leur visite à Alger comme l'Égyptien, le Tunisien, le Malien, le Kényan, le Zimbabwéen, etc. D'autres le feront ultérieurement, à l'exception du Marocain». Mais qu'est-ce qui motive un tel ballet diplomatique, le plus vaste qu'a connu l'Algérie ?

En réalité, l'Algérie prépare deux sommets de chefs d'État qu'abritera Alger courant de cette année 2015, «à la rentrée, entre septembre et novembre au plus tard», nous apprend-on. L'un, déjà annoncé, est un sommet Algérie-Afrique. «Son ordre du jour sera d'ordre économique, mais pas seulement.

La question cruciale du terrorisme sera également largement débattue à l'occasion. Il s'agira surtout d'amener l'ensemble des autres pays à conforter la position algérienne sur la criminalisation du paiement des rançons aux groupes terroristes», nous confie-t-on de même source.

Dans un continent ravagé par de multiples groupes terroristes, comme Al Qaïda, Daesh, Boko

Haram et qui plus est abrite de très vastes zones de turbulences comme en Libye, au Mali, au Nigeria, etc., il urge vraiment que des mesures fermes soient prises par les Africains eux-mêmes. Cela étant, ce ne sera pas tout.

Une troisième question sera abordée lors de ce sommet. «Il s'agit de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU que les Africains réclament depuis quelque temps. Il faut savoir que l'Afrique est le seul continent qui



Un calendrier hyper-chargé pour les mois à venir.

n'a aucun représentant au sein fait et défait la politique dans le monde». Ceci, concernant le

sommet Algérie-Afrique. S'agissant du deuxième sommet prévu, il concerne le pétrole. «Il s'agit de réunir un grand sommet qui regroupera l'ensemble des pays producteurs de pétrole, y compris ceux évoluant en dehors de l'organisation mondiale Opec pour tenter d'esquisser une nouvelle politique à même d'influer sur les prix sur les marchés mondiaux des hydrocarbures», nous révèle-t-on encore.

Rappelons d'ailleurs que, récemment, le ministre de l'Énergie, Youcef Yousfi, ainsi que le ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, ont été dépêchés auprès de l'ensemble de ces pays.

K. A.

LE MOUVEMENT NAHDA ET LE DISCOURS DU 19 MARS**«Le pouvoir s'agrippe à ses convictions»**

Pour le mouvement Nahda, le message présidentiel du 19 mars dernier ne fait que révéler un système plus que jamais agrippé à ses «convictions» et de la conception qu'il se fait de l'exercice du pouvoir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du parti, qui intervenait, hier samedi, à l'ouverture des travaux du conclave constitutif du conseil national des jeunes militants a tant regretté qu'un tel discours empreint, entre autres de «division» et de menaces, puisse intervenir à l'occasion d'une date chère au peuple algérien, la journée nationale de la Victoire.

Par ce message, estimera Mohamed Dhouibi, le pouvoir décline une fois de plus le triptyque constitutif de sa conception de l'exercice politique du sommet du pouvoir, avec, expliquera-t-il, «un pluralisme et une démocratie mais sans les libertés politiques et d'information, des élections mais sans les conditions de transparence et enfin, une alternance au pouvoir sans les programmes et les hommes mais avec l'adoption de ce que décide le système». Ce qui a induit, selon l'orateur, la «crise de légitimité» des institutions élues du pays et ce, depuis le recouvrement par le pays de son



Mohamed Dhouibi, SG de Nahda.

indépendance nationale. D'où l'insistance du mouvement Nahda sur l'impératif «historique» d'en finir une bonne fois pour toutes avec ce «fardeau» en insistant sur la «vanité» de toute démarche politique qui ne tienne pas compte de cet aspect.

Et ce n'est que logiquement que le secrétaire général du mouvement Nahda dira récuser le projet de révision constitutionnelle. D'abord

en refusant la voie parlementaire choisie en haut-lieu pour l'adoption de ce texte présidentiel. Et d'avertir contre un remake du scénario de novembre 2008 en faisant passer ledit projet par des assemblées «illégitimes» car frappées du sceau de la «fraude».

Ensuite en insistant sur le fait que ledit texte doit bénéficier du «plus large débat public possible» avec la participation de «toutes les composantes politiques et culturelles et les relais d'opinions». Le but étant d'arriver, ajoutera Dhouibi, à une Constitution qui satisfait les espoirs du peuple algérien.

Par ailleurs, le secrétaire général du mouvement Nahda plaidera pour une commission d'enquête pour «tirer au clair les dossiers de la corruption qui ont «ébranlé les opinions nationale et internationale» et «mettre fin à la dilapidation de l'argent public et la préservation des biens du peuple» car convaincu que la justice est encore «sous l'emprise du pouvoir exécutif, d'où son incapacité à traiter ce genre de dossiers» avec, selon lui, les reports successifs «inexpliqués» des procès Sonatrach I et celui de l'autoroute Est-Ouest. Des reports qui ne feront qu'augmenter «l'ambiguïté autour de l'affaire et ceux qui y sont impliqués».

M. K.